

COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2022/05/15

date de dépôt : 28 mars 2022  
date d'affichage en mairie : 5 avril 2022  
demandeur : M. JALICON Laurent/ Mme  
JALICON Stéphanie  
pour : EXTENSION D'UNE MAISON  
D'HABITATION PAR SURELEVATION DE LA  
TOITURE  
adresse terrain 199 RUE DE LA CLAIRIERE –  
JASSANS-RIOTTIER (01480)

**ARRÊTÉ**  
**refusant un permis de construire**  
**au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER**

**Le maire de JASSANS-RIOTTIER,**

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 28 mars 2022 par M. JALICON Laurent / Mme JALICON Stéphanie demeurant 199, RUE DE LA CLAIRIERE à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu l'objet de la demande :

- Extension d'une maison d'habitation par surélévation de la toiture,
- sur un terrain situé 199 RUE DE LA CLAIRIERE, à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;
- pour une surface de plancher de 46 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier ;

Considérant l'article UC 10 du règlement du PLU qui dispose que la hauteur maximale des constructions d'habitation est limitée à 6 mètres à l'égout ;

Considérant que le projet consiste en l'extension de la maison d'habitation par surélévation de la toiture ;

Considérant les plans des façades et des toitures transmis qui montre une hauteur de la construction après travaux non cotée mais d'une hauteur supérieure à 6 mètres en Façade Est et donc non autorisée ;

Considérant par conséquent que le projet ne respecte pas les dispositions de l'article UC 10 du règlement du Plan Local d'Urbanisme.

**ARRÊTE**

Article 1 :

Le permis de construire est REFUSE.

A JASSANS-RIOTTIER, le 23 mai 2022

Le Maire,

Jean-Pierre REVERCHON



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).